

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Isère
Cellule Risques Chroniques
Subdivision T2

Grenoble, le 12 février 2016

Référence: 2016-Is017T2

Affaire suivie par : Alain DIDIER
alain.didier@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.76.69.34.24 – Fax : 04.38.49.91.95

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Société ARDAGH à Beaurepaire

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Plainte

Raison sociale : société ARDAGH

Adresse de l'établissement : 370, Route de Marcollin 38270 BEAUREPAIRE

Activité principale : Fabrication de corps d'aérosols.

Code S3IC : 61.2813

Priorité DREAL : P1

PJ :
Copie à : PRICAE – T2 ADi - Chrono

La DREAL Auvergne-Rhône Alpes (unité territoriale de l'Isère) a reçu un courrier de plainte en date du 16 novembre 2015 de M Christian RIERA concernant des nuisances sonores provenant de la société ARDAGH, sise 370, Route de Marcollin sur la commune de Beaurepaire.

M. RIERA est situé au 112 route de Marcollin à Beaurepaire.

Un des thèmes de l'inspection du 24 septembre 2015 réalisée sur le site était relatif à la plainte de bruit formulée par une autre riveraine de l'entreprise (Mme DEVOUCOUX domiciliée au 257 route de Lens-l'estang) à Beaurepaire, proche voisine de M. RIERA.

Lors de cette inspection sur la problématique bruit, l'exploitant nous a déclaré :

« Des travaux d'un montant de 33k€ ont été réalisés en décembre 2014. La prestation visait principalement à assurer un traitement acoustique sur un équipement de dépoussiérage (rotoclone)

Les travaux ont consisté en une reprise du système de refoulement du rotoclone, la mise en place de silencieux, de plots anti vibratoires et la modification de la vitesse de rotation du ventilateur.

Suite aux travaux, une nouvelle campagne de mesures de bruit a été réalisée en Zone à Émergence Réglementée (ZER) chez le plaignant » en l'occurrence Mme DEVOUCOUX.

Les mesures ont confirmé le respect des émergences en période de jour et le non respect de celles ci en période de nuit sur les points à proximité de l'habitation de la plaignante.

NIVEAUX AMBIANTS

Point de mesure	Périodes	Date 13/01/2015 (dBA)	Niveaux admissibles en limite de propriété (dBA)
1 au sud est du site	jour	61,5	70
	nuit	61	60
2 Ouest (habitations)	jour	65	70
	nuit	51	60
3 Ouest (habitations)	jour	66,5	70
	nuit	49	60
5 Nord (habitations)	jour	51,5	70
	nuit	48,5	60
6 Nord (habitations)	jour	48	70
	nuit	46,5	60
9 Ouest (maison de la plaignante)	jour	56,5	70
	nuit	54,5	60

EMERGENCE

Point de mesure	Périodes	Date 13/01/2015 (dBA)	Émergence réglementaire (dBA)
1 Sud Est (pas de ZER)	jour		
	nuit		
2 Ouest (habitations)	jour	0	5
	nuit	9,5	4
3 Ouest (habitations)	jour	1	5
	nuit	7,5	4
5 Nord (habitations)	jour	0	5
	nuit	3,5	4
6 Nord (habitations)	jour	0	5
	nuit	1,5	4
9 Ouest (maison de la plaignante)	jour	0	5
	nuit	13	4

Un cabinet spécialisé a donc été missionné pour un montant de 3,6k€ en vue de :

- Repérer les sources de bruit présentes sur le site
- Évaluer la puissance acoustique des sources de bruit de la chaufferie
- Déterminer par une modélisation 3D du site à l'aide du logiciel « CADNAA » la contribution de chacune des installations.
- Déterminer l'objectif d'affaiblissement sur chacune des sources de bruit afin de respecter la réglementation en vigueur.
- Rechercher les solutions respectant les contraintes du site pour atteindre les objectifs fixés.
- Proposer un cahier des charges de réalisation pour rendre conforme les installations.

A l'issue de cette étude sera proposé un plan d'actions en fonction des allocations d'investissements allouées au site pour 2016.

L'inspection reste en attente des résultats de cette nouvelle étude ainsi que d'une nouvelle campagne de mesures après réalisation des travaux éventuellement préconisés par celle-ci .

Elle a précisé à l'exploitant par son courrier du 20 janvier 2016 qu'un plan d'actions devra lui être proposé avant le 30 avril 2016.

L'inspection propose à monsieur le préfet de l'isère de répondre à M. Christian RIERA domicilié au 112 route de Marcollin à Beaurepaire en fonction des éléments fournis ci-dessus en lui précisant qu'une visite d'inspection du site va être prochainement programmée dont un des thèmes abordés sera à nouveau le bruit généré par l'établissement, et qu'il sera informé des suites proposées par l'inspection des installations des installations classées par rapport à sa plainte.

L'exploitant a par ailleurs invité le plaignant à prendre l'attache de son service EHS afin de fixer un rendez-vous et de comprendre l'origine exacte de la gêne.

L'inspecteur de l'environnement



Alain DIDIER

Grenoble, le 12 février 2016

Vu, approuvé et transmis à
monsieur le préfet du département de l'Isère
pour la directrice, par délégation
L'adjoint au chef de l'unité départementale



Bruno GABET